

tout juste à partir de 1867. Quelques années plus tard un livre de graves avertissements comme celui d'Edmond de Nevers, *l'Avenir du peuple canadien-français*, passe presque inaperçu, tellement les esprits se désintéressent des plus impérieuses réalités.

Surtout nous avons continué d'ignorer l'histoire. Après le superbe effort de 1850, disparaît la génération des grands historiens. Nos travailleurs s'enferment ou à peu près dans l'érudition et la monographie, tendance progressiste qui va se changer presque en recul parce que la grande histoire aura cessé de descendre vers le peuple. Désormais on ne saura plus que la réduire en de petits manuels étriqués, chefs-d'œuvre de mnémotechnie, dont se contente l'enseignement secondaire, cependant qu'à l'Université Laval la chaire de l'abbé Ferland demeure muette.

Le temps est-il venu de rendre raison d'un tel désistement, d'une si complète abdication de notre ancienne vigilance? Voyons-y, à notre humble avis, le résultat de causes multiples et complexes dont quelques-unes ne font que commencer de nous apparaître.

Jusqu'à l'évolution politique de 1867 — et même sous le régime de l'Union, régime fédératif de fait, — notre province était restée un petit État distinct dans l'agglomération des colonies britanniques. Entre les frontières du Bas-Canada, notre entité nationale ne faisait qu'une avec notre entité politique et l'idée lumineuse d'une seule patrie à servir éclairait les volontés de notre race. Séparés trop tôt de nos sources d'origine, nous avons dû nous replier sur nos seules traditions et ne compter que sur nous-mêmes. Le pacte fédéral recula soudain les frontières du patriotisme. A notre petite patrie canadienne-française, il superposa la patrie *canadienne* tout court, et, par cette révolution profonde, introduisit chez nous la dualité nationale.